

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet IT SERVICES SUPPLY CHAIN PROJECT	
Solicitation No. - N° de l'invitation 47060-136911/A	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client 47060-136911	Date 2013-03-01
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$SEL-615-25342	
File No. - N° de dossier 615el.47060-136911	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-03-08	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ghaddab Nabil	Buyer Id - Id de l'acheteur 615el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-5419 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5925
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

007

Buyer ID - Id de l'acheteur

615e1

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

File No. - N° du dossier

615e147060-136911

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

VOIR CI-JOINT

La présente modification à l'invitation vise à répondre aux questions posées par des soumissionnaires et à modifier l'invitation.

QUESTION 53

Conformément à l'exigence O1 de tous les volets, le soumissionnaire doit présenter, pour chaque contrat, les factures (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$. Dans le but de protéger les renseignements des clients, le Canada peut-il confirmer que les soumissionnaires peuvent, à leur discrétion, fournir toute information autre que le nom de l'entreprise du client, le numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat, et la date et le montant total des factures?

RÉPONSE n. 53

Les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.

QUESTION 54

Le soumissionnaire doit présenter pour chaque contrat :
des factures (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$.

Questions :

1. Certains de nos contrats n'ont pas de numéro de série; il y est indiqué " Contrat avec l'entreprise ABC et l'entreprise XYZ ". Est-ce un identificateur de contrat acceptable?
2. Nous facturons séparément chaque client hebdomadairement, ce qui signifie que, pour un même client, nous avons des milliers de factures. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) souhaite-t-elle que nous lui présentions des milliers de factures par client, afin de montrer que le montant total facturé dépasse 1 M\$, ou pouvons-nous lui fournir une lettre ou un sommaire du compte?

RÉPONSE n. 54

1. Oui, tant qu'il est un identificateur unique de contrat.
2. Les soumissionnaires doivent se référer aux modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.

QUESTION 55

1. Concernant le premier élément de l'exigence d'entreprise O1 (pour tous les volets) relatif à la présentation de factures, le Canada consentirait-il à ce que, étant donné la quantité de factures que cela représente, les soumissionnaires lui fournissent un seul lot de factures supérieures à 1 M\$ pour chacun des 5 contrats, au lieu des 4 lots exigés (un par soumission technique), en considération de la Politique d'achats écologiques du Canada?
2. Concernant le premier élément de l'exigence d'entreprise O1 (pour tous les volets) relatif à la présentation de factures, le Canada accepterait-il un rapport sommaire comprenant le numéro du contrat, le numéro des autorisations de tâches (s'il y a lieu), leur date de début et de fin, les catégories de personnel, les jours disponibles, les jours utilisés, la valeur du contrat (consommation - jours utilisés * taux), qui serait attesté par le soumissionnaire, TPSGC se réservant le droit de demander des copies papier des factures?
3. Concernant le deuxième élément de l'exigence d'entreprise O1 (pour tous les volets) relatif aux coordonnées d'une personne-ressource, le Canada consentirait-il à ce que, pour chacun des cinq contrats requis, l'autorité contractante soit considérée comme le point de contact unique pour la vérification des renseignements fournis par le soumissionnaire, au lieu de personnes-ressources pour chacune des factures?
4. Le Canada peut-il confirmer par oui ou non que, concernant les contrats utilisés pour justifier l'exigence obligatoire O2 et l'exigence cotée C1, la période de 36 mois ne doit pas nécessairement être la même pour chaque contrat?
5. Nous avons été un important fournisseur de services professionnels du gouvernement fédéral au cours des dix dernières années; nous avons participé aux offres à commandes et aux arrangements en matière d'approvisionnement d'importance publiés par TPSGC et notre volume d'affaires annuel avec le gouvernement fédéral nous place parmi les dix principaux fournisseurs. Toutefois, après une analyse préliminaire des jours facturables requis par l'ASFC pour les divers volets, nous ne pensons pas pouvoir nous conformer aux paramètres très rigoureux des exigences O2 ou C1. Pour que l'ASFC reçoive des soumissions qui satisfont à l'exigence obligatoire O2 et à l'exigence cotée C1, nous demandons que vous permettiez que les contrats cités en référence aient été conclus au cours des sept dernières années.

RÉPONSE n. 55

1. Les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.
2. Les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.

3. Selon M1, tout contact du client du soumissionnaire peut signer la lettre (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) qui montre que le soumissionnaire a fourni et facturé un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) pour de tels services pour un montant de \$ 1,000,000.00
4. Tel qu'indiqué auparavant, le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle à fournir toutes les catégories de ressources avec le nombre minimal requis de jours facturables par catégorie.

Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre d'un maximum de cinq contrats. Il n'est pas nécessaire que chaque contrat aille toutes les catégories de personnel.

L'expérience doit avoir été acquise au cours des cinq années précédant la date de clôture de la demande de soumissions. Le nombre de jours facturables confirmé ne doit pas excéder une période de 36 mois, mais ces 36 mois n'ont pas besoin d'être consécutives. L'expérience peut avoir été acquise à tout moment pendant la période de cinq ans, à condition que le nombre total de jours facturables, une fois additionnée, corresponde au nombre minimal requis de jours facturables.
5. Non, la modification proposée n'a pas été acceptée.

QUESTION 56

1. Réf. : 4.3 e) Justification des taux pour les services professionnels La demande de propositions tient déjà compte de la pratique des soumissions à perte en attribuant une note de « 0 » si le taux se situe à l'extérieur de la médiane. Nous demandons que l'exigence relative à la justification des taux soit supprimée.
2. Réf. : Critère d'évaluation des soumissions O1 (tous les volets) Selon l'exigence O1, il faut fournir des copies des factures totalisant 1 M\$, et ce, pour chacun des 5 contrats. Pour les soumissionnaires, cela représente une grande quantité de papier et une réponse considérable (par exemple, 24 mois x 5 contrats = 120 pages). Le Canada accepterait-il de tenir compte de la référence seulement au moment du dépôt de la soumission et de demander les factures au besoin?
3. Réf. : O2 pour le volet 7
La combinaison d'une période limitée et des ressources en COBOL et en JAVA restreint de manière inéquitable ce volet aux entreprises qui ont offert des services à des ministères ou à des entreprises qui possèdent encore un environnement COBOL (comme l'ASFC, l'Agence du revenu du Canada ou la Défense nationale). De plus, cela ne tient pas compte du fait qu'on a cessé d'utiliser de nombreuses applications COBOL au cours des dernières années et qu'elles ont souvent été remplacées par JAVA, ce qui ne simplifie pas

le travail étant donné la courte période. Nous demandons au Canada d'envisager a) d'augmenter de 36 mois la période allouée pour ce volet ou b) d'exiger la catégorie COBOL seulement ou c) de réduire le minimum de jours facturables pour cette catégorie, afin de tenir compte de la réalité du marché pour cette technologie.

4. Il s'agit d'une quantité d'éléments de preuve considérable à rassembler, particulièrement pour les entreprises qui soumissionnent sur plus d'un volet. Nous demandons un délai supplémentaire de trois semaines.

RÉPONSE n. 56

1. Non, la demande proposée n'a pas été acceptée.
2. Non; en plus les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.
3. Non, la changement proposée n'a pas été acceptée.
4. La nouvelle date de clôture de cet appel d'offres est le 08 mars 2013 à 14:00.

QUESTION 57

Certaines réponses fournies dans une récente série de questions et réponses relatives à l'invitation n° 47060-136911/A pour des SPICT à l'intention de l'ASFC ne nous semblent pas claires. Le Canada pourrait-il clarifier davantage les réponses aux questions suivantes :

Question 1A & 1B

Réponse n° 2 dans la modification 002

1. Le changement pour «au cours des sept dernières années» concerne aussi à l'exigence O2?
2. Pour les exigences O2 et C1, si le soumissionnaire peut faire la preuve du nombre de jours facturables requis en moins de 36 mois (au cours des 7 dernières années), serait-ce acceptable?

Question 2A & 2B

Réponses n°3 et n°6 dans la modification 002

3. Si un contrat a été conclu il y a plus de sept ans, qu'il a duré plusieurs années, les jours facturables tirés des sept dernières années seraient-ils acceptables?

4. Le Canada pourrait-il envisager de supprimer la période de 36 mois pour l'exigence C1? Dans certains cas, les jours facturables requis pour une catégorie peuvent dépasser 10000, ce qui représente, en plus des autres catégories requises, un nombre considérable de ressources facturées en même temps. Étant donné la très grande quantité de travail que cela exigera, le Canada consentirait-il à ce que, pour les cinq contrats, les jours facturables pour les catégories de ressources soient tirés des sept dernières années?
5. ***O1 (1), pièce jointe B***

Selon cette exigence, les soumissionnaires doivent présenter des factures pour chaque contrat. Doivent-ils fournir une copie de toutes les factures établies dans le cadre des cinq contrats au cours des sept dernières années? Cette demande concerne une quantité importante de factures conservées dans des dossiers archivés. De plus, ces factures totaliseront un nombre très élevé de feuilles (plus de 1000) et, comme il faut aussi en fournir quatre copies papier, cela entraîne un impact environnemental négatif.

Le Canada supprimerait-il l'exigence relative à la production de factures ou accepterait-il une copie de chaque facture ET un rapport sur la facturation (pour la période visée au cours des sept dernières années) extrait du système financier du soumissionnaire et comprenant les détails suivants :

- ☐ le client et le numéro de contrat;
- ☐ les ressources;
- ☐ la période de facturation;
- ☐ le nombre total de jours facturés et le montant total facturé?

RÉPONSE n. 57

1. Non, comme indiqué dans M2 et O1, l'expérience doit être démontrée au cours des cinq dernières années.
2. Non. Les soumissionnaires doivent se référer à la réponse ci-dessus
3. Non, les références des contrats de M1 doivent être attribuer dans les sept dernières années.
4. Non, le changement propose n'a pas été acceptée.
5. Les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.

QUESTION 58

1. Selon O1, le Canada veut la preuve que des contrats d'une valeur minimale de 1 M\$ ont été attribués au cours des sept dernières années. Le Canada accepterait-il

un contrat conclu il y a plus de 7 ans, mais pour lequel nous avons fourni des services d'une valeur supérieure à 1M\$ au cours des 7 dernières années?

2. Selon O1, le Canada veut que les soumissionnaires fournissent des copies des factures totalisant plus de 1 M\$. Certains clients du secteur privé ne permettent pas aux cabinets de services professionnels de fournir des copies de leurs factures, puisqu'ils considèrent que ces factures contiennent des renseignements confidentiels sur leur entreprise. Comme le soumissionnaire fournira les coordonnées d'une personne-ressource conformément à l'exigence O1, le Canada peut-il supprimer l'exigence relative à la production de factures et vérifier que le soumissionnaire a fourni des services d'un montant supérieur à 1M\$ lorsqu'il vérifiera les références?

RÉPENSES n. 58

1. Non, les contrat de références pour M1 doivent être attribués durant les sept dernières années.
2. Les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.

QUESTION 59

Pour que nous soyons en mesure de donner une estimation juste des taux les plus concurrentiels, le client pourrait-il indiquer les endroits (ou les régions) où les travaux seront exécutés à la suite de la présente DP?

RÉPONSE n. 59

Les travaux devraient avoir lieu dans la Région de la Capitale Nationale (RCN).

QUESTION 60

1. O2 et C1
O1 exige que trois des cinq références soient des clients gouvernementaux. Cette exigence ne se retrouve pas dans O2 ou C1. Veuillez confirmer que, dans O2 et C1, les références peuvent ou non être des clients gouvernementaux.
2. 7.8 (f) Protection des prix
Nous demandons la suppression de la clause «Protection des prix - meilleur client» de la DP (article 7.8 (f) page 66 de 93). Un processus concurrentiel de DP, qui permet de comparer simultanément les tarifs de plusieurs soumissionnaires, est la façon la plus équitable, la plus efficace et la plus rentable d'établir le meilleur prix et d'obtenir le

meilleur rapport qualité-prix pour le Canada, car les soumissionnaires doivent se faire concurrence. À notre connaissance, les politiques du gouvernement du Canada en matière de DP concurrentielles indiquent que des clauses de ce type ne sont nécessaires que pour les processus non concurrentiels d'approvisionnement en biens et services dont la valeur est supérieure à 50000 \$.

Dans ce cas, il s'agit d'une DP concurrentielle qui comporte une méthode d'évaluation dans le but d'obtenir un résultat financier concurrentiel. Par conséquent, la clause du « meilleur client » ne s'avère pas nécessaire.

RÉPONSE n. 60

1. Les références du contrat pour O2 et C1 peuvent être ou ne pas être pour des clients gouvernementaux. C'est la décision du soumissionnaire. Il faut que les références du contrat fournies satisfont aux exigences obligatoires.

2. La DP a été modifiée comme suit:

SUPPRIMER: Clause 7.8 (f) - Protection des prix - meilleur client

QUESTION 61

En référence à la question n° 10 et, plus particulièrement, à la question 10.3 concernant l'utilisation de références de clients aux États-Unis, le Canada a répondu que ces références seraient acceptables. De plus, toutes les exigences énoncées dans O1 s'appliquent. Nous demandons au Canada de préciser s'il accepte les références aux États-Unis ou si l'exigence relative à un client gouvernemental du Canada (fédéral, provincial, municipal) s'applique toujours.

RÉPONSE n. 61

Canada confirme que les contrats de référence américains sont acceptables tant et autant que le soumissionnaire fournit une preuve satisfaisante ou une preuve pour démontrer qu'elle respecte les exigences obligatoires.

QUESTION 62

1. La présente demande de propositions semble faire une mauvaise utilisation des SPICT. Les besoins tels qu'ils y sont décrits concernent un certain nombre de projets éventuels pouvant ou non correspondre à la portée de l'énoncé des travaux. Comme la DP couvre une longue période, il est irréaliste de penser que quiconque puisse prévoir de manière précise les besoins en ressources. De plus, le résultat de la DP exclura tous les fournisseurs qui ne sont pas en mesure de faire affaire avec l'ASFC pendant une période

allant jusqu'à sept ans. Les besoins ne correspondent pas à la définition de « services centrés sur les tâches », mais plutôt à un arrangement en matière d'approvisionnement pour des services fournis au fur et à mesure des besoins. Nous demandons que l'invitation à soumissionner dans sa forme actuelle soit annulée et qu'elle soit publiée de nouveau sur Merx (non comme une DP pour des SPICT) en tant qu'arrangement en matière d'approvisionnement ou en tant que SPCIT qui feront l'objet d'invitations associées à des projets particuliers au moment opportun et pour la portée de services appropriée.

2. Sauf en ce qui concerne le volet 2, il n'est pas nécessaire qu'un répondant ait à faire la preuve de sa capacité à fournir des ressources à Ottawa. La présente DP favorise les intégrateurs de système à l'échelle nationale et les entreprises de personnel nationales, en raison de l'importante quantité de jours facturables dont il faut faire la preuve. Ces entreprises utiliseront leurs contrats importants de fournisseur privilégié pour faire la preuve des jours facturables exigés. Cela est d'autant plus vrai que, selon l'une des réponses fournies dans la modification 003, les références aux États-Unis peuvent servir à justifier les jours facturables. Cela indique qu'il y a une possibilité que l'ASFC sélectionne des fournisseurs qui font valoir des références à l'extérieur de la région de la capitale nationale, ce qui ne garantit pas qu'ils puissent répondre aux besoins de l'ASFC. Par conséquent:

- a. nous demandons que les exigences d'entreprise soient modifiées afin que les répondants doivent faire la preuve qu'ils ont un bureau en service dans la région de la capitale nationale, et ce, depuis au moins trois ans.
- b. Nous demandons aussi qu'au minimum 60 % des jours facturables utilisés comme preuves concernent des ressources affectées à des clients du gouvernement du Canada, dans la région de la capitale nationale.

3. La limite de cinq contrats par volet est très restrictive. On trouvera rarement, même dans cinq grands projets, une telle combinaison de ressources et du nombre de jours ouvrables. De plus, les SPICT ont constitué le principal mécanisme de passation de marchés utilisé au cours des quatre ou cinq dernières années. Les contrats attribués pour les besoins en SPICT portent généralement sur de très petits nombres de ressources. Par conséquent, les critères d'évaluation actuels pénalisent les fournisseurs qui répondraient davantage aux besoins, c.-à-d. des fournisseurs de SPICT qualifiés. Au contraire, la DP favorise les entreprises qui se serviront de références de clients à l'extérieur de la région de la capitale nationale pour satisfaire à l'exigence des jours facturables. Une modification récente ne permet pas que les SPICT soient considérés comme un contrat. Toutefois, les grandes entreprises de dotation de personnel nationales pourront faire référence à leurs contrats de « fournisseur privilégié » avec des clients importants comme les banques et les entreprises d'exploitation pétrolière et gazière qui embauchent des centaines de ressources à l'extérieur d'Ottawa dans le cadre d'un seul contrat. Cette restriction n'est pas équitable pour les fournisseurs de SPICT qualifiés qui ont investi dans le marché local.

Nous demandons que les SPICT soient considérés comme un seul projet afin que les entreprises dont les services s'adressent principalement au gouvernement fédéral puissent être évaluées de manière équitable par rapport aux répondants qui feront valoir leurs importants contrats de fournisseur privilégié dans le secteur privé.

4. Veuillez confirmer que les services qui résulteront de la DP seront en grande majorité fournis dans la RCN. Veuillez aussi indiquer si des services devront être fournis dans d'autres régions. Si c'est le cas, veuillez fournir une estimation des services par région par volet.

5. Référence à l'article 2.5 *Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions*

« Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions... Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées... »

Conformément à l'article 2.5 de la DP, nous suggérons une amélioration. Les jours facturables requis selon O2 et C1 limiteront la capacité des fournisseurs qui offrent déjà à l'ASFC des services comme ceux qui sont décrits dans la DP de présenter une soumission. Cela est particulièrement vrai pour les petites et moyennes entreprises bien établies localement (RCN) qui ne font pas partie d'une importante entreprise de ressources en GI-TI qui peut faire valoir des références de clients ailleurs en Amérique du Nord. Pour permettre aux entreprises de la RCN qui possèdent une expérience de dotation en TI avérée et appréciable de concurrencer les entreprises de dotation nationales ou établies aux États-Unis, nous demandons que l'invitation soit modifiée de façon à porter la période de 36 mois à 60 mois précisée dans O2 et C1 pour tous les volets où O2 exige plus de 4000 jours facturables, et à permettre l'utilisation d'un maximum de 10 projets pour justifier les jours facturables.

RÉPONSE n. 62

1. Canada n'est pas d'accord avec les déclarations faites sous la question 62.1. Cet DP est en conformité avec SPICT. Par conséquent, la modification proposée n'a pas été acceptée.
2. Dans un effort visant à favoriser la concurrence, le Canada ne veut pas inclure de telles restrictions. Par conséquent, les modifications proposées n'ont pas été acceptées.
3. Le Canada n'est pas d'accord avec les déclarations faites sous la question 62.3, il ya eu des contrats attribués au cours des cinq dernières années, qui comprennent de nombreux différentes catégories de ressources. Par ailleurs, plutôt que de restreindre la concurrence aux soumissionnaires présents à Ottawa seulement, le

Canada a opté pour des critères qui favoriseront la concurrence. Comme indiqué précédemment, SPICT n'est pas un contrat. Par conséquent, les modifications proposées n'ont pas été acceptées.

4. Les travaux devraient avoir lieu dans la région de la capitale nationale (RCN).
5. Comme il est expliqué dans les réponses ci-dessus, le Canada n'accepte pas la modification proposée. Il convient de noter que les Minimum de jours facturables par catégorie représentent une petite portion de l'exigence totale.

QUESTION 63

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a émis la présente demande de proposition (DP) dans le cadre des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) de niveau 2. Un grand nombre de jours facturables doivent être confirmés, et les entreprises qui pourraient former des coentreprises afin d'être en mesure de présenter une proposition valable ne peuvent le faire. Nous demandons respectueusement que cette invitation à soumissionner soit annulée et qu'une invitation soit lancée à l'extérieur du cadre des SPICT (c.-à-d. sur MERX pour des services autres que des SPICT) afin que les fournisseurs locaux ayant démontré qu'ils peuvent répondre aux besoins de l'ASFC et du gouvernement fédéral puissent former des coentreprises dans le but de présenter une proposition conforme.

RÉPONSE n. 63

Non, le changement propose n'a pas été acceptée.

QUESTION 64

En ce qui concerne les PME, sur le site Web d'Industrie Canada, l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) de Statistique Canada, révèle qu'en moyenne en 2011, un peu plus de 5,1 millions de salariés, soit 48 pour cent la main-d'œuvre totale du secteur privé, étaient à l'emploi de petites entreprises (celles employant moins de 100 personnes), comme le montre le tableau 5. Plus de 1,7 million de salariés, soit 16 pour cent, travaillaient pour des entreprises de taille moyenne (employant de 100 à 499 personnes). Les PME employaient donc au total environ 6,9 millions de personnes, soit 64 pour cent de main-d'œuvre totale du secteur privé visée par l'EERH.

L'ASFC a fait part dans la présente DP qu'elle voulait se doter de fournisseurs viables pour compléter ses besoins de services-conseils en TI. Le gros des travaux en TI pour l'ASFC devrait être centré dans la Région de la capitale nationale. Nous présumons donc que l'ASFC cherche à se pourvoir de services de fournisseurs qui ont démontré leur capacité à fournir des ressources en TI au gouvernement fédéral. Toutefois, la nature des critères d'évaluation établis pourrait en fait empêcher ce type de fournisseur de

soumissionner en raison du volume massif de jours facturables qui doivent être confirmés et du trop grand fardeau de la preuve à fournir.

La question comporte deux parties :

1. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas informé préalablement l'industrie en transmettant une lettre d'intention ou une demande de renseignements (DR) pertinente qui fait état de son intention d'émettre une DP ayant comme critère les jours facturables. Cela aurait permis aux fournisseurs qualifiés de faire part de leurs commentaires sur cette façon de procéder.
2. Pourquoi le gouvernement du Canada n'a-t-il pas émis cette DP à titre d'invitation à fournir des services autres que des SPICT, ce qui aurait permis à des PME et à d'autres entreprises réputées de collaborer, de former des équipes gagnantes et de présenter des propositions susceptibles d'être retenues?

RÉPONSE n. 64

1. Une lettre d'intérêt a été publiée le 13 Janvier 2012 pour offrir aux fournisseurs un premier aperçu des futures demandes en matière d'approvisionnement de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). L'approche qui a été prise pour ce type de marché est une approche standard pour ce type de besoin à valeur monétaire élevée.
2. Il est obligatoire d'utiliser les Services Professionnels en Informatique Centrés sur les Tâches (SPICT) car c'est un outil d'acquisition obligatoire à l'échelle du gouvernement fédéral pour l'acquisition de services pour répondre à des besoins informatiques des ministères et des organismes.

QUESTION 65

Il est justifié de demander aux fournisseurs de démontrer leur capacité à pourvoir en nombre suffisant des conseillers en TI. On ne tient toutefois pas compte de l'expérience auprès du gouvernement fédéral. De plus, dans une réponse récente à une question, on a indiqué qu'un soumissionnaire pourrait satisfaire au critère de jours facturables en y incluant tous les projets ne relevant pas du gouvernement du Canada. Cela ne démontre pas qu'un fournisseur sera en mesure de pourvoir des ressources en TI à l'ASFC. Nous demandons que les critères soient modifiés afin d'exiger des soumissionnaires :

- a. qu'ils aient un bureau doté de personnel à Ottawa en service depuis au moins cinq (5) ans;
- b. qu'au moins 70 % de tous les jours facturables soient attribuables à des clients représentant le gouvernement du Canada pour lesquels les travaux ont été effectués dans la Région de la capitale nationale.

RÉPONSE n. 65

- a. Non, la modification proposée n'a pas été acceptée.
- b. Non, la modification proposée n'a pas été acceptée.

QUESTION 66

1. La DP exige que des copies des factures soient fournies afin de satisfaire aux critères O1, O2 et C1 pour chaque volet. Certains volets exigent une preuve de 20 000 jours facturables et plus. Cela pourrait exiger de fournir des milliers de factures, ce qui aboutirait à l'impression de plusieurs autres milliers de pages. Multiplier cela par quatre copies imprimées par volet et le nombre obtenu dépasse l'entendement. D'ailleurs, cela va à l'encontre du souhait de l'ASFC de lancer une invitation à soumissionner " verte ". Nous demandons que la DP soit modifiée afin de permettre de fournir des factures UNIQUEMENT dans les copies électroniques de la proposition. Autrement dit, fournir des copies papier des factures demeurerait à l'entière discrétion du soumissionnaire. D'autre part, seules des copies électroniques des factures seraient exigées à titre de preuves.

2. Compiler des centaines ou des milliers de factures et apparier des centaines de ressources à des énoncés des travaux (ET) est très exigeant sur le plan logistique. Pour les soumissionnaires intéressés par plusieurs volets, dont certains exigent de fournir la preuve de milliers de jours facturables, cela se réduit à savoir s'ils disposent de temps à cet effet. De plus, ce travail empiète sur la production des états de compte mensuels et sur les principales responsabilités du service de comptabilité, à qui il incombe de fournir la plus grande partie de l'information requise. Nous demandons donc un report de deux semaines de l'échéance actuelle.

RÉPONSE n. 66

- 1. Les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.
- 2. La date de clôture de l'appel d'offres demeure inchangée.

QUESTION 67

Au tableau 2.0, Exigences d'entreprise cotées, au critère C1 (visant tous les volets), dans la colonne (D) sous " Exemple de scénario d'évaluation ", en ce qui concerne l'augmentation du pourcentage du soumissionnaire, veuillez confirmer que dans l'exemple utilisé pour les catégories, le pourcentage peut dépasser 100 % et que les points de pourcentage au-delà de 100 sont inclus dans la cote totale du soumissionnaire. Veuillez également confirmer la note technique totale décernée?

RÉPONSE n. 67

La DP a été déjà modifiée. Les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.

QUESTION 68

1. En ce qui concerne l'invitation 47060-136911/A, nous avons constaté que plusieurs des critères cotés et obligatoires imposent de fournir des factures pour notre proposition technique afin de confirmer les montants avancés et les jours facturables indiqués.

Compte tenu des initiatives vertes amplement publicisées du gouvernement, nous demandons respectueusement que l'État accepte que ces factures soient fournies en format électronique seulement et qu'il ne soit pas exigé de les inclure dans les quatre copies papier de la proposition technique requises pour chaque volet.

Nous pensons que de fournir des copies papier des factures selon le nombre minimal indiqué exigera de produire de 3 000 à 5 000 pages pour chaque volet. Étant donné que la proposition comporte sept volets et que plusieurs fournisseurs répondront à l'invitation, ce processus d'approvisionnement est susceptible de produire un impact environnemental important. Nous avons également constaté que les factures fournies seront probablement examinées rapidement, puis jetées par l'État, ce qui fera que l'exigence dans le cadre de cette invitation de fournir des copies papier des factures sera inutile et constituera du gaspillage.

2. De plus, nous demandons respectueusement une prolongation de la période d'invitation afin de permettre de compiler ces documents. Obtenir l'autorisation de nos clients de les citer comme référence, relever les contrats de clients appropriés à donner en référence et compiler les factures demandées constituent des tâches qui prennent beaucoup de temps. Nous constatons aussi qu'il y a plusieurs soumissions de niveau deux actuellement en concurrence qui visent des fournisseurs ayant un nombre élevé de jours facturables et qui recourent à la même méthode d'approvisionnement. Cela limite notre capacité à consacrer toutes nos ressources à une seule soumission.

RÉPONSE n. 68

1. Les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.

2. La date de clôture de l'appel d'offres demeure inchangée.

QUESTION 69

Appendice B, Formulaire de référence des ressources - Section 3 : Détails concernant les ressources. Selon l'information dont nous disposons, le formulaire est conçu pour confirmer que le soumissionnaire a fourni les ressources qui ont effectué au moins 50 % des tâches indiquées à la section 5.3, Catégories de ressources et tâches, de l'annexe B, Énoncé des travaux, et l'ASFC a l'intention (ou de moins se réserve le droit) de communiquer avec la personne-ressource du client citée en référence afin de le confirmer. Veuillez confirmer, d'après ce que nous avons compris, qu'il est attendu que le soumissionnaire fournit dans la section 3 : Détails concernant les ressources, pour chaque catégorie et niveau, une liste des tâches exposées en détail dans la section 5.3 et y indique les tâches qui ont été effectuées pour le compte de ce client, pour au moins 50 % des tâches.

RÉPONSE n. 69

The Bidder must provide, for each category of personnel and Level, a list of the tasks performed under the contract reference with a cross reference to each specific SOW associated task. As such M2 of each Stream is modified as follows:

Le soumissionnaire doit fournir, pour chaque catégorie de personnel et de niveau, une liste des tâches exécutées dans le cadre des contrat de référence du marché avec une référence à chaque tâche spécifique associé au énoncés des données. Par conséquent, O2 de chaque volet est modifié comme suit:

SUPPRIMER:

* Les soumissionnaires doivent remplir l'appendice A et l'appendice B de la pièce jointe B pour chaque catégorie de ressources.

INSÉRER:

* Les soumissionnaires doivent remplir l'appendice A et l'appendice B de la pièce jointe B qui comprend toutes les catégories de ressources.

QUESTION 70

Vu le nombre de questions en suspens à ce jour et qui peut affecter la capacité des soumissionnaires à préparer et compléter une proposition conforme, nous demandons respectueusement une prolongation de deux semaines à compter de la date de clôture actuel afin de permettre suffisamment de temps pour s'ajuster aux réponses de la Couronne dans notre réponse.

RÉPONSE n. 70

La date de clôture de l'appel d'offres demeure inchangée.

QUESTION 71

L'ASFC ou TPSGC fournira-t-elle la DP en format DOC afin que les fournisseurs puissent remplir les sections portant sur les critères d'évaluation? Sinon, pouvez-vous au moins fournir en format DOC les sections portant sur les critères d'évaluation?

RÉPONSE n. 71

Tel qu'indiqué dans l'avis de projets de marchés, La DP est disponible uniquement en format PDF.

QUESTION 72

Objet : Volet 6 - Infrastructure

L'inclusion de trois catégories d'architectes des technologies dans ce volet fait qu'il devient extrêmement difficile pour toute entreprise qui autrement serait qualifiée pour soumissionner.

Ces catégories sont les suivantes :

architecte de la technologie (services Terminal Server) - niveau 2;

architecte de la technologie (intégrateur) - niveau 3;

architecte de la technologie (ingénieur) - niveau 3.

Un problème qui ressort est que les ET sont tellement particuliers à l'environnement technique de l'ASFC, que toute entreprise (sauf celles qui disposent d'un des architectes sur place) aurait de la difficulté à effectuer 50 % des tâches indiquées dans les ET. Ces trois catégories ne représentent que 10 % des ressources requises estimatives par an (total de 16 sur 161 ressources) et pourtant leur inclusion décidera qui peut soumissionner et être retenu pour ce volet. Nous suggérons que l'ASFC établisse un volet distinct pour les spécialistes en technologie ou qu'elle conserve ce critère, y compris la présentation des coûts, mais qu'elle n'en fasse pas un élément essentiel.

RÉPONSE n. 72

Non, la modification proposée n'a pas été acceptée.

QUESTION 73

1. L'État pourrait-il envisager de rallonger la liste des compétences de la catégorie " analyste fonctionnel de Solution Manager " sous le volet 2 - SAP? Nous recommandons d'ajouter la gestion fonctionnelle des changements du système SAP et la gestion fonctionnelle de projets, étant donné qu'aujourd'hui le rôle du conseiller en Solution

Manager n'est pas seulement technique. Cette fonction fait appel à des compétences techniques et opérationnelles, de même qu'à des compétences de gestion de projet et des changements.

2. L'État pourrait-il envisager d'élargir le rôle de l'architecte pour en faire un architecte de PGI plutôt qu'un architecte de système SAP? Il y a d'autres technologies intégrées associées au PGI qui exigent le travail d'un architecte. Ce travail pourrait être inclus dans le nombre de jours requis pour les critères obligatoires et cotés.

RÉPONSE n. 73

1. Non, la modification proposée n'a pas été acceptée.
2. Non, la modification proposée n'a pas été acceptée.

QUESTION 74

Étant donné le nombre important de rôles et de jours facturables nécessaires pour corroborer les points attribués pour la preuve sur notre DP, nous demandons respectueusement une prolongation de deux semaines pour mener à terme le processus. Cette prolongation devrait permettre au Canada d'obtenir des soumissions de plus grande qualité et à prix moins élevé.

RÉPONSE n. 74

La date de clôture de l'appel d'offres demeure inchangée.

QUESTION 75

concernant le critère obligatoire O1 où les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils ont conclu cinq contrats d'un montant d'un million de dollars et plus facturés respectivement aux clients. Il y est indiqué que le soumissionnaire doit présenter des " factures montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$... ".

Lorsque les soumissionnaires doivent imprimer et fournir des factures pour les services professionnels rendus (facturés habituellement au mois) totalisant 5 millions de dollars (5 contrats), cela pourrait ajouter 500 pages et plus à chaque document de proposition multipliées par le nombre de copies requises. Nous suggérons ce qui suit pour économiser du papier. Pour faciliter la gestion des propositions et l'évaluation pour le critère O1, plutôt que d'exiger des soumissionnaires qu'ils impriment toutes les factures,

on devrait leur permettre de dresser pour chaque contrat revendiqué la liste des factures sur une feuille de calcul Excel sur laquelle figure l'information détaillée telle que le numéro de contrat, la date, le numéro et le montant de la facture et le nombre de jours facturés. Ce type de rapport peut en général être obtenu directement des systèmes financiers et est, par conséquent, détaillé et précis. Veuillez indiquer si cela est acceptable pour le critère O1, pour tous les volets.

RÉPONSE n. 75

La DP a été déjà modifiée. Les soumissionnaires doivent se référer aux dernières modifications apportées à la question n ° 60 (1) de la présente DP.

QUESTION 76

S'il vous plaît se référer à la Partie 5 - Attestations (Page 46) où il est indiqué que toutes les attestations doivent être dans le formulaire de présentation des soumissions, qui, selon la partie 3.2 (page 14) doit être inclus dans le cadre de la Section I: Soumission technique. Est-ce que le client pourrait s'il vous plaît préciser ce qui doit être inclus dans la Section III: Attestations?

RÉPONSE n. 76

La DP est modifiée comme suit:

1. Article 3.1 (a) de la DP

L'article 3.1 (a) supprimé et remplacé comme suit:

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

(a) Copies de la soumission : Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur

soumission, pour chaque volet, en sections distinctes, comme suit :

- (i) Section I : Soumission technique (quatre copies papier et deux copies électroniques sur CD ou DVD)
- (ii) Section II : Soumission financière (une copie papier et une copie électronique sur CD ou DVD)
- (iii) Section III : Attestations pas inclus dans l'offre technique (une copie papier et une copie électronique sur CD ou DVD)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

2. Article 3.4 de la DP

L'article 3.4 est supprimé et remplacé comme suit:

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la partie 5, qui n'ont pas été inclus dans l'offre technique.

QUESTION 77

1. Questions et réponses de la modification 003

Selon la réponse à la question n° 10, il est possible de donner des références aux États-Unis. Veuillez confirmer :

a. que la définition de " soumissionnaire " incorporée à l'article 2.1 de la DP par renvoi à la clause " 2003 (2012-11-19), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels " du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) ne s'applique pas aux références? Les références aux États-Unis sont généralement des contrats conclus par la société mère ou une filiale du soumissionnaire aux États-Unis.

b. que l'exigence O1 sera modifiée pour inclure les références à des contrats conclus aux États-Unis?

Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des soumissions :

*Les services professionnels en informatique sont des services professionnels fournis par le soumissionnaire à l'appui d'un projet ou contrat de technologie de l'information (TI) ou de gestion de l'information (GI).

**Un client gouvernemental est un client d'un gouvernement fédéral, provincial ou territorial ou d'une administration municipale du Canada; il s'agit également d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou de toute entité d'État décrite dans la Loi sur la gestion des finances publiques.

RÉPONSE n. 77

1.a. It is the Bidder's responsibility to meet the mandatory requirement. The Bidder is defined in 2003 (2012-11-19) Standard Instructions - Goods or Services - Competitive Requirements of the SACC manual

C'est la responsabilité du soumissionnaire de respecter les exigences obligatoires. Le soumissionnaire est défini dans 2003 (19/11/2012) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels du guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)

1.b. No, the proposed changes are not accepted.

QUESTION 78

Veillez vous reporter à l'exigence d'entreprise obligatoire O1 pour savoir ce que constitue un " client gouvernemental ".

Le client peut-il confirmer si les organisations suivantes seraient considérées comme des clients gouvernementaux aux fins de cette exigence :

- Innovapost
- Société canadienne du sang

RÉPONSE n. 78

QUESTION 79

1. O1 Date d'octroi

L'exigence O1 stipule que le soumissionnaire doit s'être vu octroyer au moins cinq contrats de services professionnels en informatique*, dont trois pour un client gouvernemental**. Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé au cours des cinq dernières années.

Beaucoup des comptes cités en référence dans le cadre desquels nous fournissons un grand nombre de ressources et de fonctions sont des contrats de longue date qui ont fait l'objet de nombreux renouvellements. Les périodes de renouvellement peuvent atteindre de 7 à 10 ans.

Veillez confirmer que votre intention est d'obtenir des soumissionnaires une preuve qu'ils ont fourni ces ressources au cours des 5 dernières années, même si la date d'adjudication du marché remonte à plus de 5 ans.

2. Période de 36 mois

Dans l'exigence O2, il est stipulé que le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources suivantes, pendant le nombre minimal requis de jours facturables par catégorie, dans la même période de 36 mois au cours des cinq dernières années. Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre de cinq contrats, tout au plus.

Les soumissionnaires peuvent utiliser un maximum de 5 contrats différents pour démontrer qu'ils ont accumulé le nombre nécessaire d'heures facturables par fonction. Veillez confirmer que chacun des 5 contrats doit démontrer que les fonctions ont été assurées et que les heures ont été travaillées dans une période de 36 mois au cours des 5 dernières années, mais que la période de 36 mois peut être différente pour chacun de ces contrats utilisés pour un volet donné.

3. Lieu de travail

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) peut-elle préciser le lieu de travail? Les travaux seront-ils tous effectués dans la région de la capitale nationale, ou les fournisseurs seront-ils tenus de fournir des ressources à l'ASFC dans d'autres villes; le cas échéant, les frais de déplacement seront-ils remboursés? En outre, les travaux seront-ils généralement effectués dans les locaux de l'ASFC ou certains d'entre eux devront-ils être exécutés loin des installations du fournisseur?

RÉPONSE n. 79

QUESTION 80

En ce qui concerne l'exigence O1, veuillez confirmer que l'État accepte que lui soit remise une modification au contrat montrant la valeur facturée au moment de la modification ou au terme du contrat, au lieu des factures liées à des marchés du gouvernement fédéral.

(Veuillez vous reporter à l'exemple ci-joint)

RÉPONSE n. 80

QUESTION 81

Compte tenu du fait que la modification publiée à ce jour ne tient toujours pas compte des questions posées par notre entreprise le 1^{er} février (voir le courriel ci-dessous), et du temps nécessaire pour publier les réponses (les réponses aux questions que nous avons posées le 24 janvier n'ont été publiées que le 13 février, soit 21 jours plus tard), nous demandons que la date de clôture soit repoussée d'au moins 2 semaines, soit au 11 mars.

RÉPONSE n.

QUESTION 82

Compte tenu de la dernière modification de l'ASFC qui permet aux soumissionnaires de présenter des lettres de recommandation des clients pour prouver les heures et les sommes totales facturées dans le cadre des contrats, nous vous prions de reporter la date de remise au 11 mars 2013 afin que nos clients aient suffisamment de temps pour préparer et fournir les lettres en question. En outre, cela permettra aux soumissionnaires de présenter leur soumission tout en respectant l'environnement; en effet, en fournissant des lettres de recommandation, les soumissionnaires ne seront pas contraints d'imprimer des milliers de factures.

RÉPONSE n. 82

QUESTION 83

En raison du retard à fournir les réponses aux questions et des modifications apportées aux exigences, nous demandons au client s'il envisagerait de reporter la date de clôture de la demande de soumissions au 11 mars 2013.

RÉPONSE n. 83

QUESTION 84

Vu le nombre de questions en suspens à ce jour qui ont une incidence sur la capacité des soumissionnaires à préparer une proposition conforme, nous demandons que la date de clôture soit repoussée de deux semaines afin de nous donner le temps nécessaire pour tenir compte des réponses de l'État dans notre proposition.

RÉPONSE n. 84

QUESTION 85

Il est pratique courante, au sein du gouvernement ontarien, d'utiliser un ensemble de contrats normalisés visant les fournisseurs attitrés pour gérer l'ensemble de ses marchés de services de gestion de l'information (GI) et de technologie de l'information (TI). Le contrat visant les fournisseurs attitrés est un document juridique à l'appui des marchés, et chaque achat est effectué au moyen de bons de commande. L'État peut-il confirmer que les contrats visant les fournisseurs attitrés de l'Ontario sont acceptables pour satisfaire à l'exigence O1?

Si les contrats visant les fournisseurs attitrés n'étaient pas acceptables, il ne serait pas possible d'utiliser la province de l'Ontario comme référence, puisque chaque bon de commande a une valeur inférieure à 1 million de dollars.

RÉPONSE n. 85

QUESTION 86

Compte tenu du retard regrettable dans la réception des réponses à nos questions, qui sont indispensables à la préparation des propositions par les soumissionnaires, nous devons vous prier de reporter la date de clôture d'au moins 14 jours après la date de réception de ces réponses.

RÉPONSE n. 86

QUESTION 87

En ce qui concerne les précisions et les changements apportés par la modification 5 à l'égard de l'exigence O1 pour tous les volets, veuillez confirmer que les fournisseurs qui présentent une lettre d'un client, conformément au point 1 de l'exigence O1 ne sont pas tenus de satisfaire au point 2 de O1, qui ne devrait pas être applicable dans ce cas.

RÉPONSE n. 87

QUESTION 88

La réponse à la question que nous avons posée au début de février n'a pas été fournie dans la dernière modification. La réponse à notre question nous permettrait de déterminer la stratégie à adopter pour satisfaire à l'exigence O1 sur plusieurs volets. Un effort considérable est nécessaire pour regrouper les renseignements exigés par O1 et comme notre question est demeurée sans réponse, nous avons pris du retard. Nous vous prions de reporter la date de clôture pour nous permettre de préparer les renseignements nécessaires en fonction de la réponse que nous recevrons.

RÉPONSE n. 88

QUESTION 89

Pour résoudre la question 3, l'État a prolongé la période au cours de laquelle l'expérience peut être considérée à l'égard de l'exigence O1; il s'agit maintenant des 7 dernières années. Cependant, selon l'exigence O2, et donc le critère coté C1, cette période est encore restreinte aux 5 dernières années. L'État compte-t-il modifier O2 pour faire passer cette période de 5 à 7 ans également?

RÉPONSE n. 89

QUESTION 90

Comme nous avons posé notre question il y a deux semaines et que nous n'avons pas encore reçu de réponse, nous vous prions de repousser la date de clôture de deux semaines.

RÉPONSE n. 90

QUESTION 91

1. Comme les activités liées à la gestion de projet représentent généralement une petite fraction d'un projet ou d'un contrat donné, nous éprouvons de la difficulté à satisfaire aux exigences obligatoires pour ce volet. Nous demandons donc au Canada de modifier les exigences obligatoires (O1 et O2) à l'égard des références pour le volet 3 pour que l'expérience soit considérée au cours « des 10 dernières années ».
2. En outre, en ce qui concerne l'exigence O1 pour le volet 3, nous demandons que le Canada accepte les autorisations de tâches individuelles attribuées au cours des 10 dernières années dans le cadre desquelles nous avons facturé plus de 1 million de dollars.
3. Critère C1 pour le volet 3 – Le critère coté C1 contient plusieurs catégories de main-d'œuvre qui ne sont pas énumérées dans O2. Compte tenu du fait que, conformément à C1, il est nécessaire de démontrer le nombre de jours facturables en sus du minimum exigé par O2, pourriez-vous retirer du critère C1 les catégories de main-d'œuvre qui ne sont pas énumérées dans O2?
4. Nous demandons que la date de clôture des soumissions soit reportée de deux semaines.

RÉPONSE n. 91

QUESTION 92

1. En ce qui concerne le volet 1, les paragraphes 5.3.3 et 5.3.9 font état de deux fonctions distinctes relatives aux architectes Web. Toutefois, le tableau des jours facturables ne précise qu'une seule fonction d'architecte Web. Veuillez préciser laquelle des fonctions d'architecte Web doit être validée à l'égard de l'énoncé des travaux.
2. Nous vous prions de reporter la date de clôture de la DDP en raison des divergences et des changements qui pourraient être nécessaires.

RÉPONSE n. 92

QUESTION 93

Nous avons examiné le document de questions et réponses qui a été publié le mercredi 13, mais aucune réponse n'est fournie quant à la question que nous avons posée le mardi 5. Dans la modification 5 de la DDP, vous avez modifié O1 pour toutes les catégories; vous avez supprimé le mot « canadien », mais vous avez laissé la phrase suivante :
**Un client gouvernemental est un client d'un gouvernement fédéral, provincial ou territorial
ou d'une administration municipale.

Ce n'est pas suffisant pour que nous ayons la certitude de pouvoir utiliser des États américains ou d'autres pays à titre de référence. Pouvez-vous préciser votre position sur ce point?

RÉPONSE n. 93

QUESTION 94

En ce qui concerne la partie 1, à la page 7 sur 89

Le tableau du Volet 1 - Architecture de projet ne mentionne que l'architecte Web (niveau 3). C'est le cas pour l'ensemble de la DDP. Pourtant l'annexe B, Énoncé des travaux décrit deux types d'architecte Web (niveau 3); l'un d'eux est décrit au paragraphe 5.3.3 Chercheur de produits conviviaux, et l'autre au paragraphe 5.3.9 Concepteur de produits conviviaux. Veuillez confirmer que nous pouvons utiliser l'une ou l'autre des définitions pour démontrer les travaux effectués dans le cadre d'un contrat donné.

RÉPONSE n. 94

QUESTION 95

1. Dans le cadre du volet 7, l'Énoncé des travaux ne mentionne aucune tâche pour les fonctions suivantes :

- Vérificateur (niveau 2)
- Vérificateur (niveau 3)

N'est-il pas nécessaire de démontrer que des tâches ont été effectuées dans ce secteur; le cas échéant, l'État peut-il fournir la liste des tâches concernées?

2. Étant donné la complexité et le volume des renseignements demandés par l'État et le fait que plusieurs questions qui sont toujours sans réponse ont une incidence sur la préparation des propositions par les soumissionnaires, nous vous prions de prolonger la période d'une semaine. Compte tenu du lundi de congé en Ontario, à l'heure actuelle, les soumissionnaires ne disposent que de 5 jours ouvrables pour préparer un maximum de 7 propositions distinctes concernant l'ASFC. Nous espérons que vous jugerez que cette demande est raisonnable et dans l'intérêt de l'État, car elle permet d'accroître la qualité des propositions et d'assurer un processus plus concurrentiel.

3. Pouvez-vous confirmer qu'en ce qui concerne les exigences O2 et C1, les soumissionnaires doivent utiliser une période de 36 mois au cours des 5 années prévues pour chaque contrat, mais qu'il n'est pas nécessaire que les 5 contrats renvoient tous à la même période de 36 mois au cours de la période de 5 ans?

RÉPONSE n. 95

QUESTION 96

De la façon dont elle est actuellement structurée, cette DP pourrait empêcher une grande partie des fournisseurs qui fournissent actuellement ces services à l'ASFC de se qualifier, encore moins de soumettre une réponse concurrentielle à ces besoins.

Est-ce que l'État pourrait envisager d'émettre de nouveau cette DP comme une invitation ne portant pas sur les SPICT? Cela permettrait un processus plus inclusif et concurrentiel, offrant une meilleure valeur à l'État; et Cela donnerait aux fournisseurs qui fournissent actuellement ces services à l'ASFC (qui ont fait leurs preuves en ce qui a trait à l'offre de valeur) une chance juste et équitable d'établir des partenariats crédibles et conformes, ce qui leur permettra à tous le moins de faire concurrence pour continuer à fournir des services qu'ils fournissent de façon plus que satisfaisante.

RÉPONSE n. 96

QUESTION 97

Étant donné qu'il y a beaucoup de questions en suspens et que l'État ne peut actuellement pas prévoir la date à laquelle il pourra y répondre, est-ce que l'État pourrait repousser la date de clôture de la DP d'au moins 2 semaines à compter de la date à laquelle il aura répondu à toutes les questions restantes?

RÉPONSE n. 97

QUESTION 98

1. Volet 2 SAP : exigences O1, O2 et C1

Nous sommes dans une situation où une ressource a fourni des services de façon continue pendant de nombreux mois, accomplissant le même travail pour le même client sans interruption. Le travail a été fourni dans le cadre de deux contrats, mais il n'y a pas eu de coupure. Veuillez confirmer que c'est acceptable pour respecter les critères mentionnés ci-dessus.

2. Volet 2 SAP : exigences O1, O2 et C1

Nous avons soumis une question détaillée le 31 janvier (reproduite ci-dessous à titre de référence), à laquelle nous n'avons toujours pas eu de réponse. Nous demandons une prolongation de deux semaines à compter de la date à laquelle vous y répondrez afin que nous ayons le temps de présenter à l'ASFC une proposition de qualité raisonnable.

RÉPONSE n. 98

QUESTION 99

Puisque nous n'avons pas encore reçu de réponses aux questions que nous avons posées les 4 et 11 février, et que ces réponses sont pertinentes pour la soumission que nous devons présenter dans deux jours ouvrables, nous demandons que la date de présentation soit repoussée de deux semaines, soit jusqu'au 11 mars 2013.

RÉPONSE n. 99

QUESTION 100

1. Exigences O2/C2

À la réponse 18.2, l'ASFC a énoncé ce qui suit : « L'expérience doit avoir été acquise au cours des cinq années précédant la date de clôture de la demande de soumissions. Le nombre de jours facturables confirmé ne doit pas excéder une période de 36 mois consécutifs. L'expérience peut avoir été acquise à tout moment pendant la période de cinq ans, à condition que le nombre total de jours facturables, une fois additionnés, corresponde au nombre minimal requis de jours facturables. »

Il s'agit de la première fois qu'on mentionne qu'une période est fondée sur la date de clôture de la DP (une cible mobile). Notre analyse est fondée sur la date de publication de la DP pour cette raison. Nous avons remarqué qu'une pratique d'uniformisation de la date de clôture a été adoptée pour d'autres DP émises récemment par TPSGC. De plus, la MODIFICATION À LA DP NO 06 qui a fait suite à la réponse 18.2 ne contenait pas les mots « avant la date de clôture de l'invitation ». Nous demandons des précisions afin de confirmer que la date de publication de la DP s'applique pour à éviter que les soumissionnaires aient à modifier toutes leurs données.

RÉPONSE n. 100

QUESTION 101

Pour toutes les exigences ministérielles nécessitant que les fournisseurs citent un contrat en référence :

O1 - Le soumissionnaire doit avoir obtenu au moins cinq contrats de services professionnels en informatique, dont trois pour le gouvernement**. Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé au cours des cinq dernières années.

O2 – Pour respecter l'article 1.0 de l'exigence O2 de la pièce jointe B pour chaque volet, le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources décrites à l'exigence O2 pour chaque volet, sur une période totale de 36 mois au cours des cinq dernières années.

Est-ce que le client accepterait une entente (entente-cadre de services) entre le fournisseur et son client, qui compte de nombreuses commandes subséquentes en tant que sous-contrat distinct ÉQUIVALENT à un contrat dans le sens traditionnel (par exemple un contrat pour des SPICT qui comprend des commandes subséquentes)?

RÉPONSE n. 101

QUESTION 102

Volet 2 SAP : Exigences O1, O2 et C1

Au cours des cinq dernières années, la plupart des besoins du gouvernement relatifs au SAP ont été comblés au moyen des SPICT, et très souvent il n'y avait pas plus de trois ressources par tâche ou contrat. Il y a peu de cas où un seul contrat a été utilisé pour répondre à des besoins du projet SAP. Conformément aux pratiques de passation de contrats du gouvernement, veuillez nous permettre d'utiliser 5 projets ou contrats SAP pour justifier l'expérience SAP. Autrement, ce critère favorisera les grandes entreprises multinationales et limitera la concurrence.

RÉPONSE n. 102

QUESTION 103

De nombreuses demandes ont été soumises afin de modifier les exigences O2 et C1 à : accepter « les jours facturables pour les ressources fournies au cours des sept (7) dernières années »; l'État les a toutes refusées. Le raisonnement à la base de ces demandes est que ce changement créerait un environnement plus concurrentiel et permettrait aux petites et moyennes entreprises de soumettre des propositions conformes pour divers volets.

Comment l'État justifie-t-il la modification de l'exigence O1, mais non des exigences O2 et C1? Une réponse plus développée que « Les modifications proposées ne sont pas acceptables » aiderait les petits et moyens cabinets d'experts-conseils en TI à comprendre la logique sous-jacente à la position de l'ASFC au sujet de ces demandes.

1. L'État accepterait-il de modifier les exigences O2 et C1 actuelles afin d'augmenter le nombre d'années, de 5 à 7?
2. Vous n'avez pas répondu à la question n° 35 b de la modification n° 006; vous avez simplement répété la réponse de la question n° 35 a. Pourriez-vous y répondre?

3. En se fondant sur la dernière modification de 48 pages, l'État pourrait-il nous accorder un report de deux (2) semaines afin de clarifier toutes les modifications?

RÉPONSE n. 103

QUESTION 104

En ce qui a trait à la partie suivante de l'exigence O1 :

Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé au cours des sept (7) dernières années.

1. Pourriez-vous clarifier le passage « avoir été octroyé au cours des sept (7) dernières années »? Ça signifie-t-il « avoir octroyé un contrat de plus d'un million de dollars au cours des sept (7) dernières années »? Je souhaite déterminer si la date d'octroi est importante ou si seule la période d'obtention de ce montant compte.
2. Accepteriez-vous un contrat de longue durée octroyé en 2005 si la facturation de ce montant a eu lieu au cours des sept (7) dernières années?

RÉPONSE n. 104

QUESTION 105

1. Les contrats en référence dans le secteur privé (c.-à-d., le secteur bancaire, l'industrie de l'assurance, etc.) font souvent l'objet d'un appel d'offres et sont octroyés selon des ententes-cadres de services (MSA). Celles-ci sont similaires aux TBIPS et aux TSPS, dans le cadre desquels les contrats de sous-traitance sont exécutés conformément à une MSA. L'État accepterait-il de traiter les MSA comme un unique contrat pour les exigences O2 et C1 pour les besoins de la présente demande de soumissions?
2. Dans de nombreux secteurs, ministères et organismes gouvernementaux, les contrats sont octroyés en tant qu'offres à commandes individuelles (ISO). Contrairement aux TBIPS et aux TSPS, chacune de ces ISO représente un seul contrat pour un unique client et l'ISP sert de document général pour la définition des modalités, des catégories de ressources et des tarifs. Pourriez-vous nous confirmer que l'ASFC accepte des ISO en tant que contrat unique pour satisfaire aux exigences O2 et C1?

RÉPONSE n. 105

QUESTION 106

1. En ce qui concerne la réponse n° 52, nous ne sommes pas certains la méthode de soumission que l'État souhaite employer pour les volets. Pourriez-vous nous confirmer laquelle des deux méthodes suivantes est la bonne?

Une soumission comprenant : une (1) soumission technique (pour les volets 1 à 7), une (1) soumission financière (pour les volets 1 à 7) ainsi qu'un (1) document d'attestation, tous reliés séparément. ou

Une soumission reliée séparément pour chaque volet auquel le fournisseur souhaite participer.

2. Le nombre de jours facturables requis pour le volet 3 (Gestion de projet) est très bas par rapport au nombre de ressources dont l'ASFC estime avoir besoin (47 gestionnaires de projet de niveau 3, 17 de niveau 2 ainsi que 17 coordonnateurs de projets). Seuls les soumissionnaires qui fournissent peu (1 à 2 ressources sur une période de 7 ans) de GP de niveaux 2 et 3 et de coordonnateurs de projet peuvent entièrement respecter les exigences obligatoires et cotées de ce volet. Étant donné l'importance accordée à la gestion de projet pour la réussite du projet ainsi qu'aux projets « Par-delà la frontière », nous croyons qu'il est dans l'intérêt de l'État d'augmenter le nombre de jours facturables pour les catégories de gestionnaire de projet, afin qu'il puisse évaluer la capacité des soumissionnaires à fournir le nombre de ressources estimé par l'ASFC ainsi que leur expérience à cet égard. Nous demandons donc respectueusement que l'État augmente à au moins 2000 le nombre de jours facturables obligatoires et cotés pour les deux niveaux de GP.

3. Le nombre de jours facturables exigés dans le cadre du volet 5 (Activités) est très peu élevé par rapport au nombre de ressources dont l'ASFC estime avoir besoin (58 ressources au total). Seuls les soumissionnaires qui fournissent peu de ressources (1 à 2 sur une période de 7 ans) pour chaque catégorie peuvent respecter pleinement les exigences obligatoires et celles cotées de ce volet. Étant donné l'importance accordée aux experts-conseils sur les activités pour la réussite du projet ainsi qu'aux projets « Par-delà la frontière », nous croyons qu'il est dans l'intérêt de l'État d'augmenter le nombre de jours facturables pour les cinq catégories d'activités, afin qu'il puisse évaluer la capacité des soumissionnaires à fournir le nombre de ressources estimé par l'ASFC ainsi que leur expérience à cet égard. Nous demandons donc respectueusement que l'État augmente à au moins 2000 le nombre de jours facturables obligatoires et cotés pour les catégories d'activités.

4. La plus récente extension chevauche deux mois et change donc la période que les fournisseurs peuvent utiliser afin de déterminer les périodes de 5 et de 7 ans des exigences O1, O2 et C1. Afin de permettre à ces fournisseurs de tirer parti de tous les

travaux effectués à ce jour et en vue de s'assurer que les équipes n'aient pas à recalculer les jours facturables ainsi que les recettes, l'État accepterait-il de fixer les périodes conformément à la date de clôture initiale?

☐ 5 ans = de février 2008 à janvier 2013

☐ 7 ans = de février 2006 à janvier 2013

5. Puisque la dernière modification a apporté d'importants changements, notamment des nouveaux formulaires qui demanderont beaucoup de temps, et étant donné qu'il existe encore des questions auxquelles vous n'avez pas répondu, mais qui pourraient changer fortement notre approche dans le cadre de cette DP, pourrions-nous obtenir un report de 10 jours, ce qui amènerait la date de clôture au 15 mars 2013?

RÉPONSE n. 106

QUESTION 107

Les fournisseurs qui ont de l'expérience en fourniture de ressources au gouvernement du Canada pendant les périodes visées par la DDP ont probablement effectué cette opération par l'entremise des TBIPS. Toutefois, ces derniers sont susceptibles de donner lieu à des contrats exigeant peu de ressources. Les critères d'évaluation exigent du soumissionnaire de fournir des preuves parfois très élaborées quant aux jours facturables minimaux dans plusieurs catégories de ressources, limitées par le nombre de projets et les périodes visées, qui ne concordent pas avec les contrats habituels des TBIPS. De ce fait, le nombre de fournisseurs potentiels se voit réduit à quelques-uns, ou à ceux qui concluent des contrats à l'extérieur d'Ottawa.

1. Nous demandons que les critères d'évaluation soient modifiés afin de permettre l'utilisation de toute combinaison de contrats pour satisfaire aux exigences relatives aux jours facturables.
2. Dans la négative, veuillez expliquer pourquoi un si grand nombre de fournisseurs actuels des TBIPS sont exclus du processus de soumission.

RÉPONSE n. 107

QUESTION 108

Comme nous sommes toujours en attente d'une réponse à un certain nombre de questions en suspens, nous demandons une prolongation d'une semaine à la date de clôture de la sollicitation mentionnée ci-dessus pour fournir suffisamment de temps pour répondre à toutes modifications.

RÉPONSE n. 108

QUESTION 109

Nous sommes très inquiets car il ya eu un long délai dans la réponse à nos questions, mais l'extension candidature n'a été que modeste. En effet, nous avons été essayer d'obtenir ce problème clairement abordé depuis 31 Janvier. Tout conseil serait grandement apprécié.

RÉPONSE n. 109

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET CONDITIONS DEMEURENT
INCHANGÉES.**